

Grand Conseil Secrétariat général Pl. du Château 6 1014 Lausanne

Souhaite développer

Interpellation

(formulaire de dépôt)

UIBENTE PATRIE	Pl. du Château 6 1014 Lausanne	A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil
		N° de tiré à part : <u>\ \ 6 _ \ \ \ \ \ \ 598</u>
		Déposé le :
		Scanné le :
Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat). Délai de réponse dès le renvoi au CE : trois mois.		
Titre de l'interpellation		
Interdiction de la mendicité : vers un maintien de l'aide au développement dans les régions d'origine des personnes concernées ?		
Texte déposé		
Le 27 septembre 2016, notre Grand Conseil acceptait l'initiative de l'UDC interdisant la mendicité dans tout le canton, sans que le contre-projet du Conseil d'Etat soit débattu en plenum. Or, dans son exposé des motifs, le Conseil d'Etat prévoyait de prolonger des aides prévues dans les régions d'origine des mendiants roms. Il s'agissait notamment d'un projet de prévention des risques encourus par les enfants vulnérables (abandon scolaire, violence intrafamiliale, abus physique,), via une contribution accordée à la FEDEVACO. D'autres projets, comme par exemple celui de l'action de l'Entraide protestante suisse (EPER), en Roumanie devaient également faire l'objet d'un soutien étatique renforcé.		
Compte tenu de ces éléments, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'État :		
 Malgré le vote du Grand Conseil, le Conseil d'Etat envisage-t-il de reprendre le volet présenté dans son contre-projet visant à renforcer l'aide au développement et le soutien du canton à la FEDEVACO ou à l'EPER pour leurs projets en Roumanie ? D'autres soutiens sont-ils envisagés par le Conseil d'Etat ? 		
Commenta	ire(s)	
Conclusion	DIS.	
Souhaite développer K Ne souhaite pas développer		

Nom et prénom de l'auteur :

VENIZELOS Vassilis (Verts)

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

INDUNI Valérie (SOC)

DOLIVO Jean-Michel (La Gauche)

DONZE Manuel (PDC)

RICHARD Claire (Verts libéraux)

MELLY Serge (Vaud Libre)

Signature:

Signature(s):

Maria.

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : <u>bulletin grandconseil@vd.ch</u>